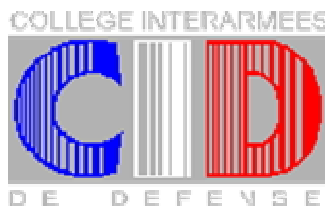


MEMOIRE de GEOPOLITIQUE



CDT BEGUIN

5° promotion 1997-1998

**Pays Baltes : un réel besoin
de sécurité**

Les pays Baltes et leurs voisins

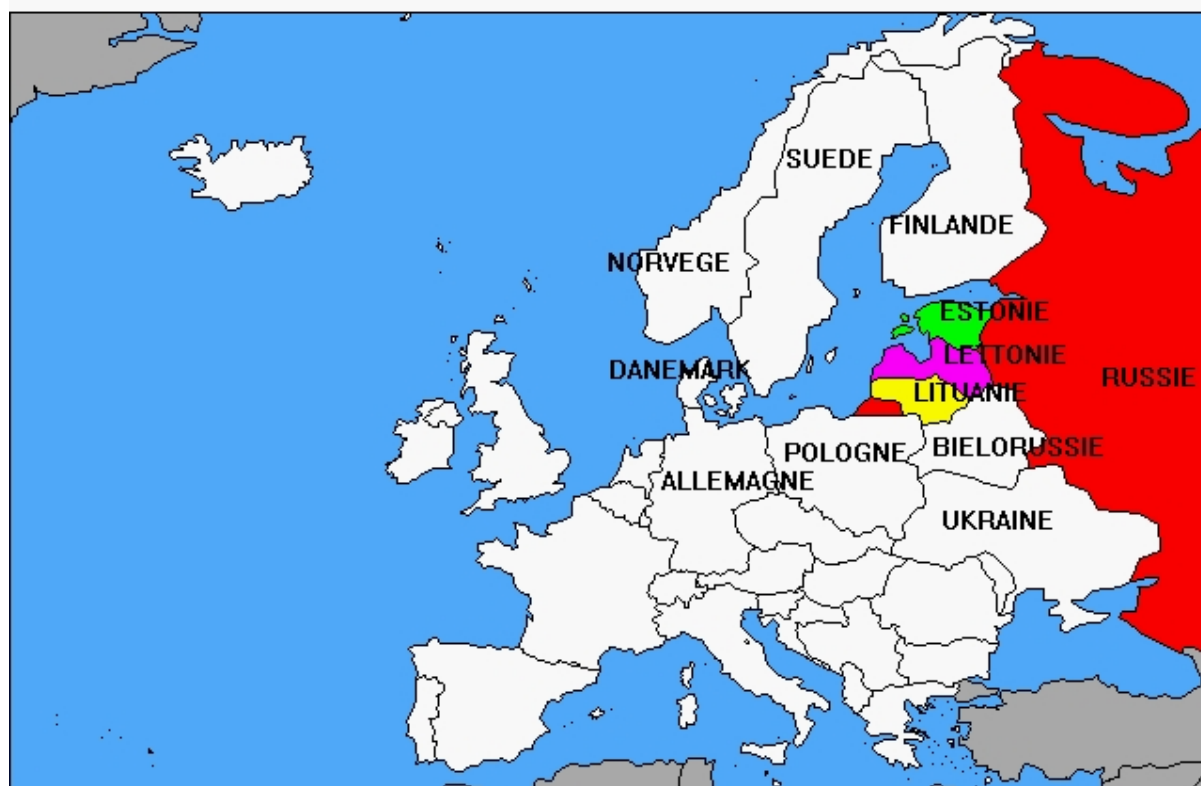


TABLE DES MATIERES

-

-

INTRODUCTION.

-

-

I. POLITIQUE INTERIEURE ET ECONOMIE.

a. L'Estonie.

b. La Lituanie.

c. La Lettonie.

II. LE POIDS DE LA RUSSIE.

a. L'héritage.

b. Une présence massive.

c. Un voisinage pesant.

III. LA COORDINATION DES EFFORTS PROPRES.

a. Dans le domaine économique.

b. En politique extérieure.

c. En matière de sécurité.

CONCLUSION.

-

BIBLIOGRAPHIE.

-

ANNEXES :

-

Annexe 1 : Statistiques générales.

Annexe 2 : La défense en chiffres.

Annexe 3 : Estonie.

Annexe 4 : Lettonie.

Annexe 5 : Lituanie.

INTRODUCTION.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie constituent ce que l'on appelle communément les pays Baltes. L'importance de leur situation géographique, au débouché de la plaine russe sur la Baltique, et le fait que leurs populations soient culturellement différentes des populations germaniques, slaves ou scandinaves qui les entourent leur ont façonné des histoires comparables au point que, bien à tort, on les confond souvent.

Ballottés au cours des siècles, entre les royaumes de Prusse, de Danemark, de Pologne, et finalement de Russie, ces trois états n'ont guère connu l'indépendance qu'entre 1920 et 1940. Pourtant, de toutes les républiques ex-soviétiques, ces trois républiques sont les seules à avoir vécu une authentique expérience d'état moderne et indépendant pendant vingt ans, c'est-à-dire le temps d'une génération. Ceci est peu, mais suffisant et suffisamment proche pour que, malgré les purges, exécutions et déportations de la période soviétique, une mémoire collective subsiste de ces deux décennies parfois sublimées.

Aussi, se souvenant de la tragique période communiste, les trois états Baltes ressentent tous un grand besoin de sécurité depuis qu'ils ont échappé, entre mars

1990 et août 1991, à la domination soviétique. Née d'une longue soumission aux Russes puis à l'URSS, une crainte commune les unit, celle du " grand frère " comme l'a dénommé Mme Carrère d'Encausse.

Celle-ci est due à l'encerclement par " l'ogre russe " et ses " dominions ", mais aussi à l'implantation massive de communautés russophones dont les Etats baltes craignent la subversion.

Pour assurer leur sécurité, ces Républiques font bien sûr des efforts propres pour développer leurs armées, mais surtout se tournent vers l'aide extérieure pour tenter de stabiliser et de sécuriser la région, car leur sécurité est loin d'être assurée.

I POLITIQUE INTERIEURE ET ECONOMIE.

Si les similitudes géographiques et historiques sont évidentes, chacun des pays Baltes présente de fortes caractéristiques propres qui assujettissent leur restauration nationale à des problèmes différents.

Depuis l'échec du coup d'état conservateur du 19 août 1991 à Moscou, les Russes ont formellement admis l'émancipation des pays Baltes et ont reconnu leur indépendance. La voie était ouverte dans chaque pays pour une évolution spécifique en politique intérieure.

a. L'Estonie.

Dès 1992, une Constitution de type parlementaire a été adoptée par référendum. L'Estonie a alors procédé à ses premières élections libres et a élu Monsieur Lennart Meri chef de l'état (celui-ci a été réélu en 1996). Depuis lors, de nombreux gouvernements libéraux ou centristes se sont succédé, avec de nouvelles élections législatives en mars 1995. Malgré cette vie politique plutôt agitée, une corruption croissante et la montée des mafias, les progrès économiques ont été constants. Certains ont même pu parler de " miracle estonien ". En effet, l'inflation est maîtrisée (non éradiquée), le plein emploi se maintient (4,5% de chômeurs) et, après des débuts difficiles, le PIB croît régulièrement (cf. annexe 3).

b. La Lituanie.

-

La Lituanie catholique et paysanne s'est lancée la première dans la rupture avec la Russie, comme l'y prédisposait une histoire glorieuse et une farouche volonté d'indépendance. En 1992, elle a connu trois gouvernements successifs, repoussé le projet de constitution et fini par donner la majorité à un parti regroupant des anciens communistes. Le 14 février 1993, le prestigieux président V.Landsbergis, père de l'indépendance, a dû laisser la place à l'ancien secrétaire du Parti Communiste lituanien A. Brazaukas.

N'ayant pas vraiment entrepris la plupart des réformes de structures devant la mener à l'économie de marché, sauf la privatisation des kolkhozes, la Lituanie continue de souffrir d'une économie vacillante. L'inflation y reste forte et le litas faible, même si la croissance est de retour. Les privatisations ont été menées dans la hâte et l'opacité. La population s'appauvrit quand seuls les trafiquants s'enrichissent. L'ambiance générale semble plutôt au découragement.

c. La Lettonie.

La Lettonie a suivi, depuis la rupture avec l'URSS, une voie intermédiaire entre celle de ses deux voisins. Les Lettons, excluant les résidents minoritaires (48% de la population, taux le plus fort des pays Baltes), se sont dotés, selon la constitution de 1922, de gouvernements présentant d'abord un programme de front populaire, puis des tendances nationalistes marquées : succès de " la voie lettone " en juin 1993 et essor de deux formations populistes en octobre 1995. Handicapé par des relations structurelles très étroites avec la Russie, mais aidé par l'importance du port de Riga, le relèvement économique est constant depuis 1994 : le lats letton résiste bien ; à l'exception du secteur militaro-industriel, la production industrielle et agricole croît chaque année ; l'ambiance générale est plus calme qu'en Lituanie, mais moins optimiste qu'en Estonie.

II LE POIDS DE LA RUSSIE.

Les indications qui précèdent montrent la singularité des politiques menées depuis quelques années par chacun des pays Baltes. Elles offrent pourtant ce trait commun d'être subordonnées à un même besoin de sécurité. Chacun des trois pays mesure sa fragilité, entre les étendues de la Fédération de Russie et un littoral baltique que les Russes ont longtemps considéré comme leur frontière naturelle. C'est le poids de cette menace qu'il convient désormais d'apprécier.

a. L'héritage.

Ayant subi durant des siècles de violentes confrontations, les trois Etats baltes se sont forgé des personnalités différentes de celles de leurs voisins slaves de l'Est. Dès leur incorporation à l'Empire russe à la fin du XVIII siècle, ils ont enduré une

oppression politique et culturelle indéniable. Après la parenthèse de 1920-1940, l'Union soviétique a repris sur ce point l'héritage russe : annexion politique, collectivisation des industries et de l'agriculture, déportation des élites. Les trois pays ont perdu entre 1940 et 1953 le tiers de leur population et les forces d'occupation soviétiques ont dû lutter jusqu'à cette dernière date contre une intense guérilla. Ni les vagues successives d'immigration russe, en Estonie et Lettonie surtout, ni une intégration des économies nationales dans la " division socialiste du travail ", n'ont suffi à écraser les forts sentiments d'identité nationale. Les trois peuples ont reconquis leur indépendance en même temps que se désintérait l'URSS. Au lendemain du putsch avorté d'août 1991, ils ont obtenu la reconnaissance internationale d'autant plus facilement que les puissances occidentales n'avaient jamais reconnu l'épreuve de force de 1940.

Dès les premières années de leur indépendance recouvrée, les Etats baltes ont voulu rompre tout lien avec les états successeurs de l'Union soviétique : la Fédération de Russie, mais aussi la fragile Communauté des Etats Indépendants (CEI), où se retrouvent aujourd'hui douze des quinze anciennes républiques soviétiques. Presque tous les hommes politiques baltes affirment au contraire leur appartenance à l'Europe centrale et cherchent à ancrer leur pays dans un ensemble européen étendu jusqu'à l'Atlantique.

Dès lors, pour eux, le péril vient de l'Est. L'histoire a clairement fait ressortir la vanité d'efforts séparés, et la politique balte repose sur les deux pivots de l'entraide naturelle et de la solidarité avec les puissances occidentales. Cette double politique ne peut réussir que dans une juste appréciation du poids de la Russie, dont la présence reste massive et le voisinage pesant.

b. Une présence massive.

-

-

Les forces militaires russes encore stationnées dans les pays Baltes après l'éclatement de l'URSS n'ont terminé leur évacuation des pays Baltes que le 31 août 1994. Ceci n'a été acquis qu'après d'intenses tractations, portant surtout sur les réticences opposées par la Russie au démantèlement d'importantes bases stratégiques : bases navales de Liepaya (Lettonie) et Paldiski, station d'observation de satellites de Ventspils (Lettonie), radar à balayage électronique de Skrunda. L'Estonie a fini par concéder l'usage de Paldiski pendant une durée de cinq ans et la Lettonie a fait de même pour la station radar de Skrunda.

Economiquement, les trois états sont surtout vulnérables dans leur approvisionnement en pétrole et en gaz naturel. Les Russes veulent leur faire payer le prix de l'indépendance en décidant des quantités disponibles et en alignant les prix de cession sur les cours mondiaux, auxquels échappaient encore quelque peu les pays de " l'étranger proche ", c'est à dire les membres de la CEI. Le recours à l'arme énergétique offre à la Russie la possibilité d'influer sur la stabilité interne de ses petits voisins. Quant à la maîtrise de l'environnement, elle est entièrement aux mains de la Russie. Si cette menace écologique est peu concrète, elle n'en est pas moins essentielle pour des états qui dépendent de la pêche en mer Baltique. Une commission a certes été installée à Helsinki, en 1992, en vue d'établir un programme d'action pour la protection de l'environnement marin dans la région de la Baltique. Mais aucune suite n'a encore été donnée à ce programme pour ce qui concerne les oblasts de Leningrad et de Kaliningrad. De la même façon, les Russes ne consacrent guère d'efforts à la lutte contre la corruption et la criminalité. Les mafias savent de mieux en mieux faire franchir les frontières aux armes, aux matières fissiles et à l'argent sale.

C'est le facteur humain qui surtout affecte les relations entre Baltes et russophones. Par suite de l'annexion à l'URSS, les minorités linguistiques ont atteint des effectifs inquiétants : 20% de la population en Lituanie (dont 11% de russophones) ; 38,5% en Estonie (dont 35%) ; 48% en Lettonie (dont 42%). Sous le régime soviétique, les autochtones étaient traités en citoyens de seconde zone ; leurs langues et leurs coutumes étaient bannies. Le renversement des rapports de forces locaux n'a guère épargné que les minorités de Lituanie : la citoyenneté y est désormais accordée à tout résident d'au moins dix années prêt à signer une déclaration de loyauté à sa patrie indépendante.

En Estonie, les russophones demeurent exclus de la citoyenneté et des élections parlementaires, sinon des élections locales, à moins de prouver une résidence d'au moins deux années et, condition plus difficile à remplir, une maîtrise suffisante de la langue. Les remontrances du Conseil de l'Europe et de l'OSCE ont poussé les Estoniens à édulcorer la loi de juin 1993 qui permettait d'expulser les non-citoyens. La compréhension reste faible entre les communautés, aggravée même par la concentration des russophones dans la région frontalière de Narva (96% de la population).

C'est en Lettonie que réside la plus forte proportion d'allogènes : près de la moitié pour l'ensemble du pays et plus encore dans les dix principales villes. Un texte rigoureux a été adopté à leur encontre le 22 juillet 1994, mais atténué le 16 mars 1995 pour s'inspirer du précédent estonien, sous la pression cumulée du Conseil de l'Europe et du gouvernement russe. Cependant, les relations intercommunautaires paraissent plus aisées en Lettonie qu'en Estonie, par suite d'un moindre éloignement

culturel et d'une plus forte spécialisation professionnelle. Concentrés dans les secteurs de base tels que les transports, les Russes s'estiment en Lettonie plus assurés de leur avenir ; leurs revendications se font plus feutrées.

A la fin de 1995, plus de 300 000 résidents en Estonie demeuraient privés de citoyenneté, et près de 400 000 en Lettonie. Ces masses d'hommes restent tournées vers Moscou et ne se fient guère à la solidarité balte. A tort ou à raison, les gouvernements locaux voient souvent en eux une menace pour la sécurité nationale; les Russes trouvent là l'occasion de plaider la violation des droits naturels de leurs compatriotes. Andreï Kozyrev, alors ministre russe des affaires étrangères, a déclaré le 18 avril 1995 : " Il pourrait y avoir des cas où l'emploi de la force militaire serait nécessaire pour défendre nos compatriotes vivant à l'étranger. " On comprend alors pleinement les craintes des Baltes...

c. Un voisinage pesant.

Ainsi les Russes restent-ils très présents dans les pays Baltes. La Fédération de Russie pèse elle-même d'autant plus lourdement sur leurs frontières que son rapprochement avec la Biélorussie fait d'elle le seul voisin terrestre des Baltes, à l'exception d'une centaine de kilomètres qui séparent la Lituanie de la Pologne.

Quelques contestations sur le tracé des frontières paraissent en voie de règlement. Ainsi les Estoniens pourraient-ils céder dans le litige qui les oppose aux Russes pour le retour à la frontière orientale définie en 1920 par le traité de Tartu. La Lettonie (pour Abrene) et l'Estonie (pour Narva et Petseri) semblent prêtes à renoncer aux territoires contestés, conscients du risque d'avoir à résoudre là de fortes oppositions avec la population russe.

Le contentieux principal concerne les liaisons terrestres, aériennes et maritimes entre les terres russes qu'ont séparées les indépendances baltes. Tel est le cas des liaisons avec la grande base de Kaliningrad, quartier général de la flotte de la Baltique, point d'appui stratégique pour Moscou (libre de glace toute l'année), où sont stationnés plus de 100 000 hommes. Le transit par la Lituanie des troupes russes basées dans l'enclave de Kaliningrad suscite des inquiétudes et une certaine méfiance. Vilnius fait son possible pour réduire en nombre et en variété les biens et les personnels qui peuvent passer par la Lituanie. Même si un certain nombre

d'entorses et d'irrégularités ont été commises et que la Russie a, de temps à autre, utilisé l'espace aérien lituanien sans autorisation, un accord acceptable par les deux parties a été signé. En adoptant une attitude de non-provocation pour résoudre cette épineuse question, la Lituanie a montré sa volonté de contribuer à la sécurité et à la stabilité européenne. Elle a su protéger un intérêt national sans perdre la face ni ses moyens de négociation.

III LA COORDINATION DES EFFORTS PROPRES.

La faiblesse même des Etats baltes les a conduits à abandonner les politiques différenciées qu'elles avaient privilégiées entre les deux guerres, et à unir leurs efforts, d'abord entre eux, mais aussi dans la recherche de soutiens extérieurs.

Les peuples baltes avaient obtenu leurs propres Etats au lendemain de la Première Guerre mondiale, en même temps que les Tchèques, les Polonais et d'autres peuples dont la plupart ont retrouvé une indépendance, au moins formelle, après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, les Etats baltes ont dû attendre un demi-siècle supplémentaire. L'impression a prévalu que la désunion entre les trois politiques menées de 1920 à 1940 a joué un rôle néfaste dans cette longue servitude. Certes, un projet d'union nordique (à laquelle se serait jointe la Finlande) avait été conçu dès 1917. Il avait été rapidement enterré, tandis que le " pacte de la Baltique " signé en 1934 est resté lettre morte, malgré la modestie des harmonisations préconisées dans les domaines de la défense et des affaires étrangères. Tel a été le poids des particularismes historiques, ethniques, linguistiques et religieux.

Désormais convaincus de ce que l'union fait la force, les trois Etats restaurés donnent la priorité à la coordination de leurs actions dans les domaines de l'économie, de la politique extérieure et de la sécurité.

a. Dans le domaine économique.

-

-

Selon un accord signé à Tallinn le 13 septembre 1993, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie vivent en régime de libre-échange depuis le 1^{er} avril 1994. Le but en est de développer le commerce inter-étatique et d'harmoniser les politiques en matière de douane et de visas pour ce qui concerne le transport de marchandises et la circulation des ressortissants de chaque pays.

Depuis le 1^{er} janvier 1995, un accord de même type les lie à l'Union européenne. Si les succès économiques ont été plus grands en Estonie qu'en Lituanie, les trois pays connaissent tous des économies de marché, selon l'estimation de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD), et leur commerce extérieur témoigne d'un commun redéploiement vers l'Ouest. Les statistiques sont à cet égard très significatives quand on se souvient de l'intégration que subissaient les économies baltes selon la division socialiste du travail. Par exemple, la Lettonie, en 1991, commerçait avec l'URSS à hauteur de 90%, contre 50% en 1993 (ratio qui a encore dû diminuer aujourd'hui).

Le redéploiement apparaît surtout impressionnant pour l'Estonie qui, en 91, effectuait 90% de ses échanges commerciaux avec l'URSS. Début 1997, son premier partenaire était la Finlande, et plus de 60% de ses échanges se faisaient avec l'Union européenne. En avance sur ses partenaires baltes, l'Estonie renoue avec l'histoire hanséatique, rappelée par une série de structures politiques plus ou moins larges.

b. En politique extérieure.

Sans préjudice d'autres coopérations, les pays Baltes ont institué entre eux, le 12 mai 1990, un Conseil balte comme organe de consultations diplomatiques au niveau des chefs d'Etat ou des ministres concernés. Son but avoué était de coordonner les efforts des trois pays pour retrouver leur indépendance à l'égard de l'Union soviétique et de réaffirmer ainsi la continuité étatique interrompue en 1940. Il fonctionne en particulier pour l'harmonisation des politiques nationales vis-à-vis des institutions internationales. Il est complété par une Assemblée parlementaire, organe de coopération entre les parlements nationaux, très qualifiée pour exprimer les tendances politiques des différents peuples.

Le 13 septembre 1994, le Conseil des ministres balte a adopté une importante décision sur la politique étrangère et de sécurité commune. Cette politique, couplée avec la coopération économique, a pour objectif de renforcer la coopération régionale et de favoriser l'intégration dans les structures économiques, politiques et de sécurité, tant européennes que transatlantiques.

De son côté, l'Assemblée a voté des résolutions parfois imprudentes. Ainsi deux résolutions du 13 novembre 1994 ont-elles vivement critiqué le comportement de la Russie à Kaliningrad et en Tchétchénie. Le ministre russe des affaires étrangères, A.Kosirev, a aussitôt dénoncé ces " interventions ouvertes dans les affaires intérieures russes ".

La coopération balte se trouve donc institutionnalisée aux niveaux parlementaire, présidentiel et gouvernemental. Il ne semble pas, pour autant, que les pays Baltes soient prêts à envisager entre eux une sorte de confédération. Leur souci se borne à répondre ensemble aux menaces qu'ils doivent tous affronter. Aussi les mesures concrètes de coopération sont-elles moins importantes dans les domaines civils que dans les initiatives militaires. Deux projets d'apparence civile sont néanmoins bien avancés : la création d'un contrôle commun de l'espace aérien balte et la protection commune des frontières avec la Russie, avec installation d'un " téléphone rouge " reliant les trois ministres de la Défense. Cela reste bien modeste en regard des ambitieuses déclarations annonçant une politique extérieure commune et des politiques économiques harmonisées. En vérité, l'Estonie surtout conserve une certaine méfiance envers ses deux partenaires. La Lettonie lui semble à la fois restée trop proche de la Russie et trop ambitieuse envers ses voisins baltes. La Lituanie lui paraît trop hésitante à rompre avec le communisme.

c. En matière de sécurité.

-
-

C'est en définitive la méfiance envers les Russes qui constitue le ciment le plus fort et qui conduit à d'appréciables réalisations dans le domaine de la sécurité.

Sans aller jusqu'à construire l'union de défense dont il est sporadiquement question et sur laquelle l'Assemblée balte a encore émis un vœu à Tallinn le 1^o décembre 1995, les trois républiques ont conclu le 27 février 1995 un accord de coopération militaire. Celui-ci a été précédé le 14 septembre par la mise en place

d'un bataillon balte, Baltbat, dont une partie a déjà été engagée en Croatie au sein du contingent danois. Installé à Adazi, près de Riga, dès le mois de février 1995, ce bataillon fonctionne selon une alternance de commandement et une spécialisation des services (Estonie pour les communications, Lettonie pour les approvisionnements et le transport, Lituanie pour l'ingénierie et la construction). La langue de travail est l'anglais ; l'instruction fait intervenir des officiers britanniques et danois. Selon le président A. Brazauskas, le bataillon n'a pas seulement une signification militaire, il exprime aussi " la volonté des Baltes de collaborer au maintien de la paix dans le monde ". Les effectifs d'un bataillon ne sont à l'évidence pas de nature à peser sur la décision d'un éventuel envahisseur. Ils peuvent, tout au plus, témoigner de l'existence de forces nationales, appuyées par une diplomatie agissante.

Dès qu'ils ont recouvré leur indépendance nationale, les pays Baltes ont entamé un débat passionné sur l'opportunité d'entretenir des forces de défense propres. Une réponse positive a partout prévalu, dans l'espoir de retarder un agresseur jusqu'à l'arrivée des concours extérieurs espérés. Les trois pays disposent d'un système de conscription, et leurs forces de défense sont actuellement au nombre de quelque 19 500 hommes au total, soit Estonie : 3500, Lettonie : 6950, Lituanie : 8900 (cf annexe 2). A ces effectifs, il faut ajouter quelques 36000 hommes servant dans les forces de défense et formant donc le coeur des forces de réserve : " ligue de défense " estonienne, 6000 hommes ; " garde nationale " et régiments du ministère letton de l'Intérieur, 18000 hommes ; volontaires de la " garde nationale lituanienne " dite service volontaire de défense nationale, 12000 hommes. A cela on peut également ajouter les effectifs des gardes frontières (plus de 10000 hommes).

Les effectifs ne suffisent pas à décrire la capacité combative d'une armée. Il faut aussi prendre en compte les armements et le moral. Dans les cas présents, l'armée de terre, mais plus encore la marine et l'aviation, sont d'autant plus pauvrement équipées qu'elles s'efforcent d'introduire des matériels occidentaux dans des structures conçues pour des standards soviétiques.

Encore faut-il remarquer que ces structures sont nouvellement mises en place car tout a été détruit lors du départ des troupes russes. Quant à l'encadrement, les officiers de carrière sont peu nombreux. Les rares ont presque tous été formés à l'école soviétique, ce qui rajoute à l'inadaptation aux méthodes occidentales.

Quant à l'opinion publique, elle seconde mal les efforts gouvernementaux. Les militaires ne jouissent guère de considération et respectent peu les règles de la discipline surtout lorsqu'ils ne parlent pas la langue de la majorité. La tendance est, un peu partout, de remplacer la conscription par des armées de métier, et à donner la priorité à la diplomatie sur l'autodéfense.

-

CONCLUSION

Les Baltes ont bien compris que la principale menace pour eux vient de l'Est. Très dépendants de la Russie pour l'approvisionnement énergétique, encerclés par la Fédération de Russie et son ancien empire, infiltrés par des populations russophones tournées vers Moscou et souvent considérées comme hostiles par les autochtones, les Etats baltes ne se sentent pas en sécurité. Les efforts consentis en terme de politique concertée et de défense ne sont pas suffisants pour assurer la stabilité dans cette zone baltique très importante géopolitiquement.

C'est pourquoi, forts de leur économie en redressement spectaculaire, ces trois pays se sont tournés vers les institutions européennes. Bien qu'ils aient signé des accords d'association avec les quinze (12 juin 1995) et créé des liens institutionnels étroits avec l'UEO, ceci ne leur assure pas la sécurité. Ils ont pu constater lors de la crise albanaise l'incapacité de l'UEO à réagir promptement et efficacement.

Ne voulant pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier, ils s'étaient, en parallèle, portés volontaires pour une intégration au sein de l'OTAN après être devenus en janvier 1994 " partenaires pour la paix " (PPP). Le sommet de Madrid a mis fin à leurs illusions dans ce domaine (surtout celles de l'Estonie) en ne les retenant pas pour la prochaine vague d'intégration. Or, l'OTAN ne donne de vraie sécurité qu'à ses membres.

On peut donc dire que les Baltes sont dans une zone sensible, sous la menace constante, directe ou indirecte, de la Russie et que leurs efforts pour obtenir cette sécurité tant désirée n'ont pas abouti à des résultats probants. Qu'en sera-t-il dans les années à venir ? Il y a là matière à réflexion et à projection vers l'avenir, ce qui sera l'objet de mon mémoire de stratégie.

BIBLIOGRAPHIE

- Assemblée balte : compte-rendu de la 40 session ordinaire, 22 mai 1995.
- Assemblée de l'UEO : compte-rendu de la 40 session ordinaire, 17 novembre 1994.
- Bajarunas, Eitvidas : " Le dilemme de sécurité de la Lituanie ", dans : Les cahiers de Chaillot, juin 1995.
- Boniface, Pascal : L'année stratégique 1996, les équilibres militaires, Editions IRIS-ARLEA, 1996.
- Boniface, Pascal : L'année stratégique 1997, les équilibres militaires, Editions IRIS-ARLEA, 1997.
- Castel (du), Viviane : " Pays Baltes : un grand besoin de sécurité ", dans : Revue de Défense Nationale, Décembre 1996.
- Chaliand, Gérard et Rageau, Jean Pierre : Atlas stratégique, Editions Complexe.

- Debove, Alain : " Un gouvernement hétéroclite en Lituanie ", dans Le Monde, 25 décembre 1995.
- Debove, Alain : " les pays Baltes en quête de sécurité ", dans Le Monde, 7 mai 1996.
- Haab, Mare : " L'Estonie et l'Europe, la sécurité et la défense ", dans : Les cahiers de Chaillot, juin 1995.
- Kulesza-Mietkowski, Ewa : " L'Europe centrale et balkanique ", dans : L'année stratégique 1996, Editions IRIS-ARLEA, 1996.
- Lacoste, Yves : Dictionnaire de Géopolitique, Editions Flammarion.
- Larivière, Jean Pierre : " La crise démographique en Russie et dans les pays du proche étranger ", dans : Historiens et géographes, n°349, juillet/août 1995.
- Lazare, Françoise : " Les réformes de l'état tardent dans les pays ex-communistes ", dans : Le Monde, 5 novembre 1996.
- *L'état du monde 1997, annuaire économique et géopolitique mondial*, Edition la découverte, 1997.
- Montbrial (de), Thierry et Jacquet, Pierre : RAMSES 96, Synthèse annuelle de l'actualité mondiale.
- Montbrial (de), Thierry et Jacquet, Pierre : RAMSES 98, Synthèse annuelle de l'actualité mondiale.

- Nougayrede, Nathalie : " Les républiques Baltes inquiètes pour leur sécurité. Elles ne veulent pas être les oubliées de l'élargissement de l'Alliance atlantique aux pays de l'ex-glacis soviétique. ", dans : Le Monde, 8 août 1996.
- Nougayrede, Nathalie : " La Lituanie veut entrer dans l'OTAN pour échapper à la "finlandisation", dans : Le Monde, 13 novembre 1996.
- Nougayrede, Nathalie : " Les Etats baltes craignent d'être les laissés-pour-compte de l'ouverture. ", dans : Le Monde, 20 février 1997.
- Nougayrede, Nathalie : " Estonie : Les succès économiques du "tigre" balte. La "Suisse" de l'ex-URSS réalise 60% de ses échanges avec l'Union européenne. ", dans : Le Monde, 1 mars 1997.
- Nougayrede, Nathalie : " Les Russes d'Estonie ont du mal à s'intégrer. Entre les deux communautés, le fossé s'est creusé depuis 1991. ", dans : Le Monde, 11 avril 1997.
- Öövel, Andrus : " La politique de défense de l'Estonie : indépendance et coopération internationale ", dans : Revue de l'OTAN, Septembre 1996.
- Peltier, Benoît : " Les Baltes rappellent qu'ils veulent rentrer dans l'OTAN. ", dans: Le Monde, 29 mai 1997.
- Plasserand, Yves : " Le retour vers l'Europe ", dans : Notes et études documentaires, n°5000, 1994-15.
- Romer, Jean Christophe : " Les Etats baltes : entre Nord, Centre et Sud ", dans : Espaces stratégiques, n°55, 3/92.
- Riols, Yves Michel : " A.Brazaukas, président de la république de Lituanie : "La Russie ne me fait pas peur.", dans : Le Monde, 7 février 1996.

- Stankevicius, Cesbvas : " L'élargissement de l'OTAN et l'indivisibilité de la sécurité en Europe ", dans : Revue de l'OTAN, Septembre 1996.
- Vernet, Daniel : " Guntis Ulmaris, président de la Lettonie : "La sécurité européenne ne doit pas sacrifier les petits pays." ", dans Le Monde, 15 avril 1997.
- Visksne, Ilmars : " La Lettonie et les structures de sécurité européennes ", dans : Les cahiers de Chaillot, juin 1995.

ANNEXE 1

STATISTIQUES GENERALES

INDICATEUR	ESTONIE	LETONIE	LITUANIE
Nature de l'état	république	république	république
Date de l'indépendance	20.8.91	21.8.91	11.3.90
Nature du régime	démocratie parlementaire	démocratie parlementaire	démocratie parlementaire
Monnaie	couronne	lats	litas
Langues	estonien(off.) russe	letton(off.)	lituanien(off.) russe polonais
Capitale	Talinn	Riga	Vilnius

Principales villes	Tartu, Narva, Pärnu	Daugavpils, Liepaja, Jelgava	Kaunas, Klaipeda, Siauliai
superficie(km ²)	45100	64589	65200
Religions	protestante(maj) orthodoxe	protestante(maj) catholique orthodoxe	catholique(maj) orthodoxe protestante

DEMOGRAPHIE	ESTONIE	LETONIE	LITUANIE
Population(milliers d'habitants)	1530	2510	3710
Densité(hab:km ²)	33,90	38,90	56,90
Croissance annuelle moyenne(90-95)	-0,58%	-0,87	-0,06%
Indice de développement humain(1993)	0,75	0,82	0,72
Indice de fécondité(90-95)	1,67	1,64	1,83
Mortalité infantile	1,6%	1,4%	1,3%
Espérance de vie(90-95)	69,3	69,1	70,4
Population urbaine	73,1%	72,9%	72,1%
Population allogène	38,5% soit : Russes : 30,3% Ukrainiens : 3,1% Biélorusses : 1,8%	48% soit : Russes : 34% Biélorusses : 4,5% Ukrainiens : 3,5% Polonais : 2,5% Lituanais : 1,3%	Russes : 9% Polonais : 8% Biélorusses : 2%

ECONOMIE	ESTONIE	LETONIE	LITUANIE
Rang mondial	82	90	91
PIB(millions \$)	4351	5920	4992
PIB par habitant(\$) à parité de pouvoir d'achat	3610	3240	3240
PIB par habitant(\$) aux taux de change courants	2823	2292	1347
Taux d'investissement(% du PIB)	28	25	18
Croissance annuelle(85-94)	-4,5%	-4,6%	-4,6%
Croissance(1995)	4%	0,4%	5,3%
Dette extérieure totale(millions \$)	186	364	438
Inflation(1995)	28,8%	23,1%	35,7
Taux de chômage	4,7%	6,5%	7,3%

Remarque : sauf indication contraire, les chiffres sont ceux de 1994.

COMMERCE(1996)	ESTONIE	LETONIE	LITUANIE
(millions \$)			
Importations	1000	1200	2700
Exportations	1650	1000	2200
Solde	650	-200	-500
Taux de couverture	165%	83,34%	81,48%

Sources :

L'état du monde 1997

L'année stratégique 1997.

ANNEXE 2

LA DEFENSE EN CHIFFRES

INDICATEURS	ESTONIE	LETTONIE	LITUANIE
Dépenses/PIB	0,57%	1,08%	2,6%
Dépenses (millions \$)	77	95	130
Budget 1995 (millions \$)	33,4	65	116
Effectif active	3500	6950	8900
Réserve totale	6000	18000	12000
Professionnalisation	24%	?	?
Armée de terre			
Effectif active	3300	1500	4300
Chars de combat	0	0	0
Autres véhicules blindés	39	15	33

Pièces d'artillerie	?	45	?
Hélicoptères	1	0	0
Marine			
Effectif active	150	1000	350
Tonnage	2155	1997	2000
Bâtiments de tonnage réduit	13	22	4
Sous-marins	0	0	0
Armée de l'air			
Effectif active	0	150	250
Avions	0	3 soit : 2 An 2 1 L 410	30 soit : 24 An 22 4 L 39 2 L 410
Hélicoptères	0	5 Mi 2	3 Mi 8
Paramilitaires			
Gardes frontières	2000	4300	4000
Patrouilleurs	5	12	0
Avions	2 L 410	0	0

Sources :

L'état du monde 1997

L'année stratégique 1997.